

NOUVELLE-ZÉLANDE

La croissance tendancielle du PIB par habitant a ralenti et son niveau reste nettement inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE, surtout à cause d'une faible productivité horaire du travail. Des réformes ont été adoptées pour remédier au changement climatique sur la base des mécanismes de marché, mais de nouvelles mesures sont nécessaires, en particulier dans les domaines évoqués ci-après.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire les obstacles à la concurrence dans les industries de réseau

Les obstacles substantiels à la concurrence et l'incertitude réglementaire dans l'électricité, les transports aériens et ferroviaires ainsi que les télécommunications entravent les investissements nécessaires dans ces secteurs et limitent les gains de productivité dans l'ensemble de l'économie.

Mesures prises : à la fin de 2008, une loi a été adoptée pour la mise en place d'un système complet de permis d'émission négociables mais le nouveau gouvernement devrait la modifier à l'issue d'un réexamen de ce dossier. Une nouvelle stratégie nationale pour l'énergie, visant à intensifier la concurrence dans ce secteur, a été annoncée. Des mesures sont prises en outre actuellement pour renforcer le cadre réglementaire et la concurrence dans la téléphonie mobile. Cependant, le réseau ferroviaire a été renationalisé et les restrictions aux prises de participation étrangère ont été de facto durcies lors d'une tentative de rachat de l'aéroport d'Auckland par des intérêts étrangers.

Recommandations : mettre fin à l'incertitude dans le secteur de l'investissement en clarifiant le cadre réglementaire de la concurrence, les droits de propriété sur l'eau et le nouveau dispositif concernant les permis d'émission négociables. Dans la téléphonie mobile, réglementer les frais de terminaison et faire jouer la concurrence afin de développer le haut débit. Céder les participations publiques et mettre fin aux restrictions aux investissements étrangers ainsi qu'aux obstacles à l'entrée dans les transports aériens internationaux et dans les transports ferroviaires.

Lutter contre l'échec scolaire observé pour certains groupes minoritaires

Les disparités de résultats scolaires, qui sont anciennes et s'accroissent, se traduisent par la faible qualification de nombreux individus, en particulier parmi les Maoris et la population originaire des îles du Pacifique (qui représentent au total 23 % de la population), avec toutes les conséquences négatives qui en résultent pour le capital humain.

Mesures prises : en concertation avec les syndicats, le gouvernement a essayé d'introduire des indicateurs de performance dans les contrats des enseignants, mais sans succès jusqu'à présent.

Recommandations : subordonner la rémunération et l'avancement des enseignants à leur perfectionnement professionnel et aux résultats éducatifs obtenus pour les groupes particulièrement exposés à un risque de sous-performance.

Accroître l'efficacité de l'aide à la R-D

L'absence de crédit d'impôt pour la R-D, la mauvaise coordination des programmes de soutien à la R-D et le volume particulièrement faible de capital humain qualifié (chercheurs, scientifiques et ingénieurs) dans le secteur privé contribuent à une intensité de R-D qui est inférieure à la moyenne.

Mesures prises : plusieurs dispositifs ont été introduits pour que les entreprises soient mieux à même d'attirer des chercheurs du monde entier et le réexamen en cours de la politique d'immigration vise à améliorer le recrutement concurrentiel de talent étranger. En revanche, le nouveau gouvernement a supprimé un crédit d'impôt pour la R-D qui venait d'être introduit.

Recommandations : faciliter le transfert de connaissances entre les universités et les entreprises privées, notamment grâce à des actions de recherche en coopération et à l'octroi de congés sabbatiques aux chercheurs. Continuer à adapter les mesures qui ont trait à l'immigration, à l'éducation et au marché du travail pour assurer les qualifications qu'exige l'innovation. Améliorer la coordination entre les organismes chargés d'administrer les aides publiques et évaluer systématiquement les programmes, de façon à ce que les subventions soient accordées dans des conditions de concurrence et de transparence. Envisager de moins utiliser les subventions en mettant l'accent sur les avantages fiscaux et faire en sorte que la R-D publique soit davantage réalisée en cofinancement avec le secteur privé. Encourager le développement des marchés de capital-risque pour apporter des financements supplémentaires aux nouvelles entreprises innovantes.

Autres grandes priorités

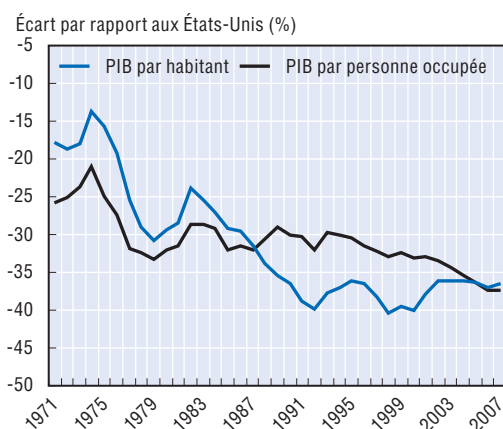
- **Efficacité du secteur de la santé.** Inciter davantage les gestionnaires publics à recenser et mettre en œuvre les améliorations possibles sur le plan de l'efficacité. Dans cette optique, définir des indicateurs de production pour une plus grande partie du secteur et mettre en place des indicateurs robustes de prix et de volume pour les principales catégories d'intrants. Améliorer encore l'accès et la qualité du service pour les groupes minoritaires, tout en développant la prévention des maladies chroniques.
- **Infrastructures routières.** Élaborer et appliquer dans les principales zones urbaines un dispositif efficace de tarification en fonction de l'encombrement et assouplir la réglementation concernant les infrastructures routières de façon à faciliter la construction de routes à péage.

NOUVELLE-ZÉLANDE

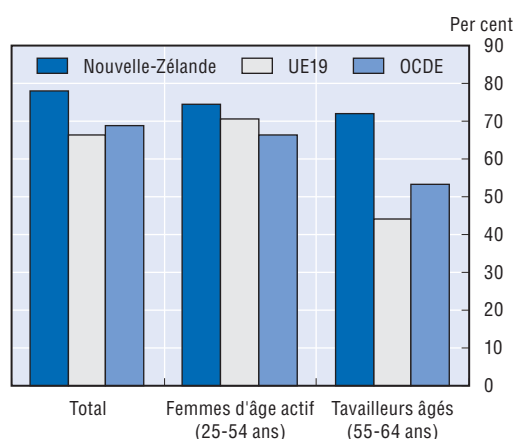
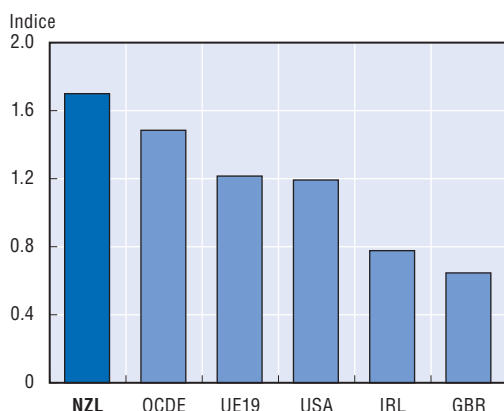
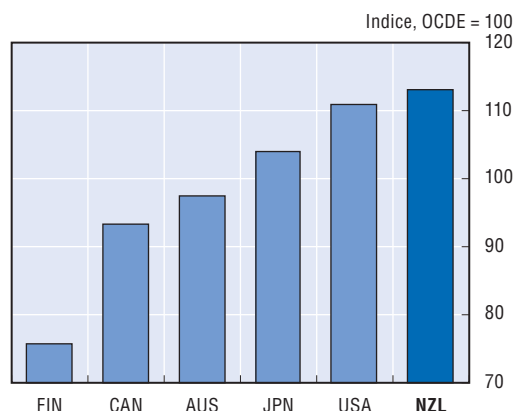
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance tendancielle, en pourcentage

	1997-2007	1997-2002	2002-2007
PIB par habitant	1.9	2.2	1.7
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	0.6	0.6	0.5
dont : Taux d'emploi	0.8	0.8	0.9
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.3	-0.1	-0.4
Productivité du travail	1.4	1.6	1.2
dont : Intensité capitalistique	1.1	1.2	1.0
Productivité multifactorielle	0.3	0.4	0.2

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2008/2, n° 84.A. Les écarts de PIB par habitant et de productivité restent importants¹

B. Les taux d'emploi sont élevés, 2007

C. Les obstacles à l'investissement direct étranger sont plus élevés que la moyenne de l'OCDE, 2006²D. La variation des performances des élèves est élevée, 2006³

1. Écarts en pourcentage avec le PIB par habitant et par personne occupée des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. L'indicateur varie sur une échelle de 0 à 10, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.
3. Variation moyenne des résultats des élèves en mathématiques, sciences et lecture (uniquement mathématiques et sciences pour les États-Unis).

Source : Graphique A : OCDE, *Base de données des comptes nationaux*; graphique B : OCDE, *Base de données des statistiques de la population active*; graphique C : T. Koyama and S.S. Golub (2006), « OECD's FDI regulatory restrictiveness index: revision and extension to more economies », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 525; graphique D : OCDE, *Base de données PISA 2006*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/533826616320>